



A neuf mois de l'élection, l'ombre d'un réseau social X partisan et opaque plane sur la campagne tandis que la justice française enquête sur des soupçons d'ingérences de la plateforme

Présidentielle

Faut-il avoir peur d'Elon Musk ?

Influence

Depuis qu'il a racheté Twitter fin 2022, le milliardaire multiplie les messages sur la plateforme devenue X pour exprimer son opinion sur des sujets politiques. Quelques jours après l'annonce de la candidature de Marine Le Pen, il la qualifiait de « dernier espoir pour la France ». Si le patron de SpaceX est libre de prendre position, **des questions se posent sur sa capacité à manipuler l'algorithme du réseau social pour promouvoir les idées d'extrême droite et à passer d'une quête d'influence à une opération d'ingérence.**

Grégoire Arnould

LE 23 JUILLET, Elon Musk accorde un entretien filmé à *The Economist*. Pendant l'échange, la rédactrice en chef de l'hebdomadaire britannique, Zanny Minton Beddoes, lui reproche de soutenir « non seulement la droite populiste, mais l'extrême droite, des partis très marginaux dans certains pays ». Le milliardaire l'interrompt et affirme qu'il soutient les « gens normaux » et que ce que les médias appellent l'extrême droite est faux et trompeur. Huit jours plus tôt, le 15 juillet, Elon Musk avait posté sur son réseau social X un commentaire sur Marine Le Pen : « She is France's last hope » (« Elle est le dernier espoir de la France »).

Pour comprendre ce que pourrait faire le milliardaire en France à l'occasion de l'élection présidentielle 2027, il faut regarder les précédents en Europe. Début

2025, lors des législatives allemandes, Elon Musk a organisé en direct sur X un meeting virtuel avec le parti d'extrême droite AfD. Quelques semaines plus tôt, depuis son compte suivi par 250 millions d'abonnés, il avait attaqué Keir Starmer, alors Premier ministre britannique, l'accusant de complicité dans une vaste affaire de violences sexuelles, dite des « Grooming gangs ». Il a également soutenu Nigel Farage et Reform UK avant de les lâcher au profit de Restore Britain et d'Advance UK, deux formations situées encore plus à droite. Un an plus tôt, en 2024, le milliardaire a amplifié sur X la visibilité de Calin Georgescu, candidat d'extrême droite arrivé en tête du premier tour de la présidentielle roumaine dans des conditions qui ont entraîné l'an-

nulation du scrutin. Une décision qualifiée par Elon Musk de coup d'Etat.

Agenda. Relayer des faits divers et afficher sa préférence pour tel ou tel candidat ont des conséquences qui dépassent toujours les murs du réseau social dont il est propriétaire. « Quand il qualifie Marine Le Pen de « dernier espoir de la France », ça sort immédiatement de la plateforme pour toucher une population beaucoup plus large », explique Laurent Cordonier, sociologue et directeur de recherche à la Fondation Descartes. « Les médias en parlent. Je ne dis pas qu'ils ne devraient pas. Mais mécaniquement, ça permet à certains candidats d'être soute-

●●● Page 2

●●● Suite de la page 1

nus sans avoir à le faire eux-mêmes. » Un coup de pouce par procuration et à peu de frais. Laurent Cordonier identifie un second effet, moins immédiat : si le milliardaire décide de relayer massivement des faits divers liés à l'immigration, il fixe un agenda. « Il sera difficile pour les candidats de ne pas être interrogés sur ces sujets, sous l'angle qu'aura imposé Musk. »

Mais ce qui est reproché à Elon Musk n'est pas tant d'exprimer son opinion que de pouvoir manipuler l'algorithme pour promouvoir ses idées et les personnes qui les portent. Un procès d'intention ? C'est là que l'affaire se complique. Pour Germain Gauthier, chercheur et coauteur de l'une des études les plus solides sur les effets de l'algorithme de X, parue dans *Nature*, celui-ci pousse davantage de contenus de droite aux utilisateurs, quelle que soit leur orientation politique, par rapport à un fil chronologique non filtré. Un utilisateur de gauche voit plus de contenus de droite sur son fil algorithmique que sur son fil d'abonnements ; un utilisateur déjà de droite est davantage radicalisé vers ses propres positions.

Open source. Ce biais ne date pas du rachat de la plateforme par le milliardaire. Une étude publiée en 2022 dans le *Proceedings of the National Academy of Sciences*, réalisée par une équipe travaillant chez Twitter à l'époque, montrait que dès 2016, la plateforme présentait déjà un biais vers le centre-droit. Ce qui ne préexistait pas, en revanche, c'est ce que Germain Gauthier a trouvé dans le code source. « Il y a trois ans, les posts d'Elon Musk lui-même étaient explicitement boostés dans l'algorithme. » Et comme il

publie massivement des messages politiques, la distinction entre biais structurel non intentionnel et avantage personnel codé en dur devient, à ce niveau précis, moins tenable.

Pour parer aux critiques, Elon Musk a publié une partie du code de l'algorithme en open source. Laurent Cordonier ne s'en laisse pas convaincre. « Ce n'est pas parce qu'il y a du code disponible que c'est le code réellement utilisé et qu'il est complet. » Germain Gauthier enfonce le clou méthodologique. « Je peux vous montrer un algorithme qui a l'air parfaitement objectif sur le papier et qui, en fonction des données d'entraînement, est très politisé. Me montrer le code ne me dit pas ce que l'algorithme fait réellement. »

Depuis le rachat, l'accès aux données pour les chercheurs est, selon Hugo Mercier, chercheur en sciences cognitives spécialisé dans la désinformation, « quasiment impossible ». Les prix sont astronomiques pour des données qui restent parcellaires. « Soit c'est juste pour gagner de l'argent, soit c'est pour opacifier ce qu'il fait. » L'Arcom elle-même, lors d'une réunion récente, a demandé aux chercheurs de « monter des dossiers pour demander les données à X, non pas parce qu'elle pensait qu'on pourrait les avoir, mais pour montrer justement qu'on ne peut pas les avoir. Et qu'il y a un problème ».

La justice française ne reste pas spectatrice. Une enquête préliminaire contre la plateforme a été ouverte début 2025 par le parquet de Paris. Depuis, le dossier a été transmis à plusieurs juges d'instruction. Le réseau social serait accusé de manipulation de l'algorithme propre à la plateforme, une qualification pénale habituellement réservée aux hackers, et de complicité dans la diffusion de contenus illicites par les utilisateurs, du négationnisme à la pédopornographie.

Statut. La procédure pourrait durer des années tant elle pourrait se heurter au droit européen. De fait, celui-ci reconnaît aux plateformes un statut d'hébergeur. Si elles ont des obligations en matière de modération, elles n'ont pas de responsabilité directe sur les contenus, contrairement aux éditeurs. Ce que le parquet français soutient, c'est que X est coauteur des infractions commises par ses utilisateurs. « C'est assez étrange », estime M^e Kami Haeri, avocat de X France. « Ce dossier met en opposition le regard des juges et procureurs français et celui du régulateur européen. Ce débat est inédit. » Une perquisition avait eu lieu en février 2025, accompagnée d'un communiqué du parquet. Les actes d'enquête précis, eux, restent à venir. La défense

n'a toujours pas eu accès au dossier.

A neuf mois de la présidentielle, Elon Musk dispose d'un réseau de 250 millions d'abonnés et d'un algorithme qu'il se refuse à rendre vraiment lisible, mais une instruction judiciaire pourrait lui contester le droit de s'en servir comme il l'en-

tend. Si son soutien est encombrant pour Marine Le Pen, qui cherche à se démarquer de la galaxie Trump, une partie de l'électorat d'extrême droite pourrait le voir d'un bon œil au moment de mettre un bulletin dans l'urne le 18 avril prochain.



SIPA PRESS

Elon Musk, le 16 juin 2023, sur la scène de VivaTech, à Paris.



SIPA PRESS

Selon Médiamétrie, X compte en moyenne 15,6 millions de visiteurs uniques mensuels en France, en 2025. Une baisse de 16% par rapport à l'année précédente.

